

## 306

E 2300 Paris 39

*Der schweizerische Gesandte in Paris, Ch. Lardy,  
an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departements,  
A. Deucher*

*B Confidentielle*

Paris, 30 décembre 1886

Hier matin, j'ai eu l'honneur de recevoir votre office chiffrée<sup>1</sup>, sans date, relatif à l'entretien que vous avez eu la veille de Noël avec le Ministre d'Allemagne, M. de Bülow.

Vous avez pu voir par les rapports<sup>2</sup> que j'ai eu l'honneur de vous adresser en date des 22 et 24 de ce mois, combien étaient pacifiques le langage du nouveau Ministre des Affaires étrangères d'une part et les impressions de l'Ambassadeur d'Angleterre de l'autre.

En raison de la nature des communications de M. de Bülow, j'ai cru de mon devoir de vous rendre compte avec détails de quelques entretiens que j'ai eus dans les derniers jours, bien que le sens de ces divers entretiens soit à peu près le même, en sorte que le présent rapport contiendra forcément un certain nombre de répétitions.

## I

La veille de Noël, j'ai eu vers neuf heures du soir la visite de mon vieil ami *Ressmann*, Ministre d'Italie, qui est resté jusqu'à minuit à causer au coin du feu; M. *Ressmann* a la passion de la politique; avant vingt ans il s'était rendu de son lieu de naissance (Trieste) pour faire ses études en Italie et se faisait condamner à mort par les Autrichiens en 1848; il eut l'habileté de se cacher à Vienne où personne ne songeait à le chercher; depuis cette époque, M. *Ressmann* a consacré sa haute intelligence à la politique internationale et je pense qu'aucun de mes collègues à Paris ne s'y consacre avec plus d'intensité que lui.

M. *Ressmann* reconnaît bien qu'il y a une certaine détente dans les relations russo-allemandes, mais il ne croit pas à une réconciliation profonde et durable entre Berlin et St. Pétersbourg. Voici ses motifs:

L'empereur de Russie est un homme violent et borné. Il puise ses informations dans un cercle de courtisans assez restreint et assez peu éclairé. Il subit des influences sur lesquelles personne au monde ne peut exercer le moindre contrôle; de ce nombre, sont surtout les rapports de sa police secrète. Au début de son règne, Alexandre III pouvait donner une constitution à la Russie; il ne l'a pas fait; il se trouve et il se trouvera probablement toute sa vie en présence de ce dilemne: liberté à l'intérieur ou gloire militaire à trouver à l'extérieur. Ajoutez à ces hésitations, les impressions ou, pour parler plus clairement, les hallucinations qui hantent le cerveau d'un homme dont presque tous les ancêtres sont morts ailleurs que dans leur lit, et les craintes journalières de cet homme pour sa propre vie, et vous comprendrez l'influence que peut

---

1. Nr. 305.

2. Beide Schreiben nicht abgedruckt.

avoir sur les résolutions de cet homme un rapport de police secrète dont les auteurs sont inconnus de l'Europe et dans lequel on lui représentera le mouvement panslaviste comme tellement puissant qu'une diversion à l'extérieur est indispensable. Ce jour-là, nous aurons la guerre ou, tout au moins, *une* guerre. Quand? Nul ne le sait. L'autocrate de toutes les Russies est un colosse aux pieds d'argile dont les résolutions dépendent de facteurs sur lesquels l'Europe n'a presque pas d'action; la paix européenne dépend de ces résolutions et cela non pas aujourd'hui seulement mais pendant des années peut-être: il y a là une fatalité qui pèse sur tous les Etats, grands et petits.

Un second point qui empêche M. Ressmann d'avoir confiance, c'est que la prétendue détente dans les relations russo-allemandes n'a pas encore produit ses fruits dans les relations de la Russie avec l'Autriche. Il est certain que l'Allemagne n'abandonne pas l'Autriche; il n'est pas douteux non plus que la candidature du prince de Saxe-Cobourg au trône de Bulgarie, sans être appuyée par l'Autriche, même officieusement, serait agréable au Cabinet de Vienne. Qu'a fait le tzar? Tout récemment, c'est-à-dire depuis le prétendu rapprochement russo-allemand, il a fait signifier directement au Prince de Cobourg qu'il maintenait la candidature du Mingrélien, alors qu'on sait pertinemment à Pétersbourg que ni l'Autriche ni l'Angleterre n'en veulent.

M. le Ministre d'Italie voit aussi d'une façon générale dans les armements excessifs de tous les Etats une cause de guerre à assez brève échéance.<sup>3</sup> L'Ambassadeur italien à Vienne, M. Nigra, est venu récemment passer quelques jours à Paris et résumait la situation de l'Europe à cet égard dans l'apologue suivant: Il y avait à Lemberg un vieux Juif qui buvait tous les jours un petit verre de schnaps et le payait un sou; il vint à Vienne où le schnaps est plus cher et prit l'habitude de payer deux sous son petit verre journalier; de retour à Lemberg, le Juif se dit que puisqu'il avait consacré chaque jour deux sous à se procurer de l'eau-de-vie, il pouvait maintenant s'accorder deux petits verres. Nouveau voyage à Vienne: le Juif paye quatre sous ses deux verres de schnaps, et ainsi de suite. Au bout de cinq ou six voyages, le vieillard était mort tué par l'eau-de-vie. On en est venu à se demander si la guerre n'est pas beaucoup meilleur marché que les armements. Ajoutez à cela que tant qu'il y aura des monarchies, on verra naître des guerres sans causes bien déterminées aussi souvent qu'il se produira chez les peuples un mécontentement général, une crise intense et prolongée, qui font craindre aux rois des révolutions; dans ces cas-là, qu'ont fait les rois du passé et que feront ceux de l'avenir? Ils suivent le conseil de Machiavel et font tuer du monde.

M. de Bismarck, et c'est ici le noeud de la question, désire-t-il la guerre pour lui ou pour d'autres? Plus spécialement, désire-t-il renouveler la tentative de 1875 et marcher brusquement sur la France, en laissant les choses s'aggraver en Orient de façon à occuper les autres Etats? La tentation est énorme, dit M. Ressmann. Il n'est pas douteux, selon lui, que si, au début de la guerre, les Allemands remportent une grande victoire, il se produira dans les 24 heures à Paris une anarchie telle que n'en ont pas vues les dernières années du 18<sup>ème</sup> siècle. Tout comme inversement, en cas de grande victoire des Français au début de la guerre, il se produirait dans toute la France une explosion de chauvinisme qui décuplerait les forces des troupes françaises. M. Ressmann n'hésite pas à penser que le chancelier allemand ne veut pas prendre l'initiative

3. *Einschub von Lardy*: Voir les déclarations concordantes de M. Aepli dans son rapport daté de Vienne, le 4 Déc. (E 2300 Wien 24).

d'une guerre avec la France. Si telle eût été son intention, il l'aurait réalisée dans les diverses occasions qui se sont offertes à lui depuis 1875 et notamment en 1877 et 1878, alors que la Russie avait tant de peine à se tirer d'affaire devant Plevna. Reste la question de savoir si la France voudrait prendre l'initiative de l'attaque. M. Ressimann n'hésite pas à affirmer que les Français désirent actuellement la paix plus que jamais et cela pour des motifs militaires, dans le sentiment de leur infériorité vis-à-vis de l'armée allemande, et pour des motifs politiques, dans le sentiment qu'une guerre, heureuse ou malheureuse, serait probablement la chute du régime républicain.

En résumé, M. le Ministre d'Italie conclut que ni l'Allemagne, ni la France ne prendront l'initiative d'une guerre, mais que le rapprochement russo-allemand n'est pas aussi solide qu'on le représente volontiers et que la situation austro-russe reste tendue.

Il estime enfin que l'état de paix armée s'impose à l'Europe pour des années à cause de la situation spéciale de l'Empereur Alexandre III.

## II

L'Ambassadeur d'Autriche, le comte *Hoyos*, avec lequel je suis rentré hier soir d'une visite chez M. Flourens, considère, ainsi que le faisait il y a quelques jours son collègue, la situation comme considérablement détendue, en général et entre Berlin et Pétersbourg en particulier.<sup>4</sup> Quant aux affaires bulgares, depuis le rappel de Kaulbars, la Russie a fait savoir à Vienne dans les termes les plus explicites *qu'elle n'occuperait pas la Bulgarie* et qu'elle entendait rester dans les termes du Traité de Berlin. On n'a donc plus en Autriche de crainte de guerre et, à moins d'incidents toujours possibles, on ne doute plus qu'avec du bon vouloir et des concessions qu'on est disposé à faire, on ne puisse arriver, dans un temps plus ou moins long, à une solution acceptable même pour les Hongrois. Quant aux relations franco-allemandes, le comte Hoyos pense qu'on cherchera de Berlin, comme on l'a déjà fait, à inspirer aux Français «une crainte salutaire»; cette crainte existe déjà à un haut degré à Paris et ce serait folie pure que de croire les Français désireux de prendre l'initiative d'une guerre offensive contre l'Allemagne. Attribuez d'autre part à M. de Bismarck la pensée de se jeter sur la France, ce serait méconnaître le sens même du caractère allemand et de la politique allemande depuis dix ans. Nous marchons vers des temps meilleurs et les plus gros nuages sont certainement derrière nous.

## III

A la réception du Ministre des Affaires étrangères hier après-midi, nous devons signer, M. Flourens et moi, la déclaration retardant jusqu'au 30 avril le délai d'échange des ratifications de la Convention sur l'alcool<sup>5</sup>; le fonctionnaire chargé de préparer le document n'avait pas terminé son travail, en sorte que M. Flourens m'a entretenu pendant une bonne demie-heure de la situation générale.

«Vous savez, a dit le Ministre, combien pacifiques sont nos intentions et j'ai tenu à le déclarer à vos collègues comme à vous dès ma première réception. Ce qui contri-

4. Vgl. *das Schreiben von Lardy an Deucher vom 24. 12. 1886* (E 2300 Paris 39).

5. Vgl. *die Botschaft des Bundesrats und den Text des Übereinkommens in BBl 1886, 3, S. 959—966.*

buera plus que tout autre facteur à détendre la situation européenne, c'est la chute à mon avis imminente du Ministère Salisbury; c'est lui qui a soufflé partout sur le feu en Europe depuis une année et c'est sa main que nous avons constamment trouvée à Philipopoli, à Sofia, à Vienne et à Rome; avec le successeur de Lord Salisbury, nous espérons dénouer moins difficilement la question égyptienne pour le règlement de laquelle nous n'avons pas trouvé l'Allemagne en travers de notre chemin. Ceci m'amène à parler des relations franco-allemandes. On les a représentées dans une partie de la presse française et aussi à l'étranger, chez vous peut-être, comme tendues. Je viens de vous dire que dans les affaires égyptiennes nous n'avons pas rencontré l'hostilité de l'Allemagne, c'est déjà quelque chose. On a représenté M. de Bismarck comme disposé à se jeter sur la France, comme on prétend qu'il a voulu le faire en 1875; nous savons parfaitement que l'Allemagne a augmenté d'une façon considérable, inquiétante, ses garnisons à notre frontière. Nous savons que l'Allemagne se livre à des achats de toutes espèces et à des préparatifs importants, comme si elle devait avoir à faire une grande guerre au printemps prochain. Mais la situation n'est plus la situation de 1875 et nous n'avons pas à redouter une attaque. Nous avons l'impression que les préparatifs de l'Allemagne ont un but défensif et nous ne cachons pas que nous prenons nous-mêmes les mesures nécessaires pour être en situation de nous défendre avec la dernière énergie. Quant à attaquer, nous, grands dieux! Nous avons bien d'autres choses à faire et l'Europe peut être bien rassurée à cet égard. En résumé, il n'y a rien à craindre entre l'Allemagne et la France dont les relations sont aussi satisfaisantes que possible; nous en avons eu la preuve toute récente dans la courtoisie extrême avec laquelle le Ministère des Affaires étrangères de Berlin a annoncé à notre Ambassadeur l'élargissement de M. Letellier, cet officier français arrêté à Carlsruhe sous prévention d'espionnage. Quant aux affaires d'orient, nous espérons surtout une détente de la chute du cabinet conservateur britannique.»

Le ton significatif avec lequel M. Flourens a insisté sur ce point que la situation franco-allemande n'était plus la même qu'en 1875 m'engage à poser la question de savoir s'il n'existerait pas une alliance *défensive* franco-russe, ou quelque combinaison analogue. Les personnes très autorisées desquelles j'ai appris que M. de Freycinet avait décliné l'alliance franco-russe, ont toujours parlé plutôt d'une alliance *offensive*. Les deux choses ne s'excluent pas. Je me borne à signaler cette impression à votre examen.

#### IV

Je n'ai pas besoin de vous dire que vis-à-vis d'aucun des interlocuteurs dont je viens de rapporter les paroles, je n'ai fait la plus petite allusion au contenu de votre communication chiffrée. Il n'en a pas été de même vis-à-vis du Comte de Münster, Ambassadeur d'Allemagne que j'ai été voir cet après-midi et qui a bien voulu me recevoir, quoiqu'il fût toujours souffrant et obligé de porter le bras en écharpe. Mes relations avec lui sont suffisantes pour que j'aie cru pouvoir lui demander l'engagement personnel absolu de ne communiquer à qui que ce soit, notamment pas à son Gouvernement, notre entretien. J'ai alors entretenu le Comte de Münster des communications qui vous avaient été faites à titre privé par M. de Bülow.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a donné l'explication détaillée, avec noms à l'appui, de tout l'incident. Mais j'ai dû prendre de mon côté l'engagement de ne vous transmettre ces détails qui pourraient être désagréables à des personnes de

l'entourage immédiat de l'Empereur Guillaume et à M. de Bülow lui-même, toutes personnes avec lesquelles le Comte de Münster entretient les relations les plus amicales. Tout ce que je me sens autorisé à dire, à titre rigoureusement secret, c'est que l'état d'esprit que M. de Bülow vous a signalé a existé dans l'entourage de l'Empereur il y a plusieurs semaines, à la suite de rapports verbaux d'un officier très distingué qui a occupé et occupe encore à l'étranger des situations qui lui donnent une réelle influence sur la politique militaire extérieure de l'Allemagne.

Depuis cette époque, cet état d'esprit («*Stimmung*») a disparu et le Comte de Münster ne m'a nullement caché que dans tous ses derniers rapports à son Gouvernement il avait affirmé sa conviction absolue que la France ne prendrait pas l'initiative d'une attaque contre l'Allemagne: 1. *pour des motifs militaires*; les renseignements de l'Ambassade allemande à Paris concordent tous à représenter les officiers généraux français comme à peu près unanimes à considérer une guerre contre l'Allemagne comme devant être désastreuse pour les Français; en outre, un général français a dit récemment et ce propos est revenu aux oreilles du Comte de Münster, qu'en cas de guerre 40 à 50 000 réservistes ne répondraient pas à l'appel, tant les paysans français redoutent la guerre; 2. *pour des motifs politiques* — les républicains français sentent tous qu'ils n'ont pas la cohésion suffisante pour mener à bien une grande guerre et que, quelle qu'en soit l'issue, la République est très compromise par l'anarchie en cas de défaite et par un dictateur en cas de victoire. Même M. Clemenceau déclare à ses amis, surveillé de près par l'Ambassade d'Allemagne, que «si Boulanger voulait la guerre, on le rejette-rait comme une pomme de terre trop cuite»; 3. que le Général Boulanger n'est pas l'homme dangereux qu'on s'est trop souvent représenté à Berlin; il tient à son poste, non pas pour faire la guerre, mais parce que c'est la première situation de France au point de vue des petits profits du métier; on avoue dans l'entourage du Général Boulanger que sur les 360 millions de crédits militaires extraordinaires qu'il est question de demander, l'Etat ne recevra guère plus de 300 millions, le reste devant passer en frais divers. Le Général Boulanger est un «braque» et ne sera jamais ni un Moltke ni un Frédéric II.

A la suite des rapports réitérés du Comte de Münster sur l'attitude résolument pacifique de la France, celui-ci a reçu de Berlin l'avis officiel et écrit que l'Allemagne ne songerait pas à prendre les devants et à prévenir une attaque.

Le Comte Münster a ajouté que tous ses collègues les Ambassadeurs des grandes puissances étaient unanimes à reconnaître que la France ne voulait pas la guerre et ne prendrait pas l'initiative d'une attaque contre l'Allemagne. Le Comte Münster m'a autorisé à vous transmettre cette affirmation de sa part.

Vous aurez remarqué, Monsieur le Président, que dès le lendemain de votre entretien avec M. Bülow, les journaux parisiens publiaient, en en altérant le sens, le résumé de votre conversation avec le Ministre d'Allemagne à Berne. Il est possible que l'on ait à Berlin tenu à faire peur aux Français par votre entremise et que les communications à la presse viennent de source allemande. Quoiqu'il en soit, j'ose faire directement appel à vous, Monsieur le Président, pour que le contenu du présent rapport et en particulier le résumé de mon entretien avec le Comte Münster demeure *rigoureusement secret*.

Il y a quelques mois, le Président de la République avait bien voulu m'inviter à

assister dans sa tribune aux courses de Longchamps. J'étais monté un instant sur une sorte de tour qui surmonte la tribune présidentielle et, sur la plate-forme, je me trouvai seul avec M. Goblet, alors Ministre de l'Instruction publique et aujourd'hui Président du Conseil. M. Goblet me questionna sur le cercle d'activité de la Légation de Suisse à Paris et comme je n'aime pas à poser pour faire de la haute politique, j'insistai surtout sur le côté commercial et consulaire de nos travaux. M. Goblet me demanda alors à brûle-pourpoint: «Considérez-vous comme nécessaire que nous entretenions à Berne un *Ambassadeur*? On nous dit pour justifier le rang de cet agent qu'étant bien avec tout le monde, vous savez beaucoup de choses et qu'on peut suivre sans trop de peine chez vous le fil de nombre d'intrigues sur lesquelles on n'apprend rien dans les pays où les membres du Gouvernement sont plus boutonnés que chez vous.» Cet incident est significatif.

Permettez-moi de rappeler aussi ce [qui] est arrivé à M. Doubs [!] le 14 juillet 1870 à la suite de conversations avec le Général de Roeder naïvement rapportées à l'Ambassadeur de France M. de Comminges-Guitaut (voir Rothan. L'Allemagne et l'Italie en 1870—1871 tome I, p. 17). Je n'oublierai jamais la séance du Corps législatif le 15 juillet 1870; la Gauche républicaine demandait à connaître l'affront fait à l'Ambassadeur de France par le Roi de Prusse; je vis alors M. Emile Ollivier sortir de son portefeuille une dépêche bleue et lire les mots suivants: «*le Président vient de me dire ...*» Alors le duc de Grammont s'écria: «Ne lisez pas, ne faites pas ces gens-là juges d'une question d'honneur.» L'incident n'a pas été publié au Journal officiel, mais vous le trouverez aux dernières nouvelles du Temps du même jour.

Veillez excuser, Monsieur le Président, ces deux anecdotes que j'ose rappeler dans le sentiment de la responsabilité énorme qui pèse sur nous tous dans les temps troublés, alors que nous ne pouvons pas connaître tous les dessous de la politique européenne et que nous pouvons ainsi nous trouver inconsciemment, par l'indiscrétion la plus inoffensive en apparence mêlés à des incidents d'une réelle gravité.<sup>6</sup>

---

6. *Vermerk von Lardy am Schluss des Schreibens*: Je n'ai pas le temps de relire ce rapport, qui est confié aux bons soins de M. d'Ernst, de Berne.